

**Union européenne - Sommet de
Malte - États-Unis - Déclaration de
M. François Hollande, président de
la République, à son arrivée**

(La Valette, 03 février 2017)

Q - Est-ce que vous pensez possible d'obtenir une réponse ferme, comme vous le souhaitez, et unie des 28 ?

R - Oui, aujourd'hui c'est une étape importante qui doit nous conduire à Rome dans un mois à définir la stratégie pour les prochaines années de l'Union européenne. Il y a des menaces, il y a des défis. Les menaces sont celles que nous connaissons à l'extérieur, le terrorisme, la volonté d'un certain nombre de puissances de peser sur notre destin. Nous devons donc faire face mais surtout définir une ligne de conduite. C'est un défi pour l'Europe. Et la France doit jouer un rôle majeur dans cette définition de l'orientation européenne.

Parce que ce qui se joue, c'est bien plus que de savoir comment nous allons régler, c'est très important, l'immigration, la question des réfugiés, ou même notre avenir économique. Ce qui se joue c'est le destin-même de l'Union européenne.

Il ne peut pas être accepté qu'il y ait à travers un certain nombre de déclarations du président des États-Unis une pression sur ce que doit être l'Europe ou ce qu'elle ne doit plus être ! Puisqu'en l'occurrence c'est ce qu'il prétend.

Il y a aussi une nécessité d'assurer notre propre défense dans le cadre de l'Alliance atlantique.

Il y a la volonté qui doit être la nôtre de protéger nos intérêts commerciaux, alors qu'ils sont menacés.

Il y a aussi ce que nous devons faire pour que la puissance économique de l'Europe puisse être une puissance politique, au service de la paix dans le monde.

C'est ce que je vais défendre ici aujourd'hui lors de ce sommet à Malte, et surtout lors de la préparation du 60ème anniversaire du traité de Rome. Ce n'est pas simplement le regard sur le passé qu'il faut porter, c'est une volonté pour l'avenir qu'il faut définir. C'est ce que je vais faire.

Q - Pensez-vous possible de convaincre des leaders comme Viktor Orban ou la Première ministre polonaise qui semble assez pro-Trump ?

R - Ceux qui voudraient nouer des relations bilatérales avec les États-Unis sont forcément bien compris dans leur opinion publique. Mais ils doivent comprendre qu'il n'y a pas d'avenir avec Trump, s'il n'est pas défini en commun. Ce qui compte, c'est la solidarité à l'intérieur de l'Union européenne. Ce n'est pas d'imaginer une quelconque protection extérieure - elle existe à travers l'Alliance atlantique, mais elle ne peut pas être la seule voie possible. Qui sait ce que veut véritablement le Président des États-Unis ? Notamment par rapport à l'Alliance atlantique et au partage des charges, que l'on appelle le fardeau.

Nous, la France avons une politique de défense. Nous ne craignons rien. Nous savons quel est notre intérêt. Beaucoup de pays devraient penser leur avenir d'abord dans l'Union européenne, plutôt que d'imaginer je ne sais quelle relation bilatérale avec les États-Unis, même s'il est normal que chacun parle avec le président des États-Unis - je l'ai fait moi-même. Mais nous devons avoir une conception européenne de notre avenir, sinon il n'y aura à mon avis pas d'Europe et pas nécessairement de projet pour chacun des pays pour pouvoir peser dans le monde. Merci./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)